

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 7 juillet au 11 juillet 2025

MERCREDI
09 juillet 2025
à 14 h 15

Projet de loi-programme

1. - Projet de loi-programme, n°s 909/1 à 28.
- Proposition de loi (Funda Oru, Anja Vanrobaeys) modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle en vue d'instaurer un droit au congé parental en faveur des travailleurs qui assument un placement familial de longue durée, n°s 113/1 à 3.
- Proposition de loi (Steven Matheï, Leentje Grillaert, Sammy Mahdi, Franky Demon, Nathalie Muylle, Koen Van den Heuvel) visant à supprimer l'accroissement d'impôt en cas de première infraction, n°s 692/1 et 2.
- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Nawal Farih, Leentje Grillaert, Steven Matheï, Franky Demon, Phaedra Van Keymolen, Nathalie Muylle) accordant le droit au congé parental aux parents d'accueil dans le cadre du placement familial de longue durée, n°s 847/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - L'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteurs : Vincent Van Quickenborne, Hugues Bayet, Anja Vanrobaeys, Kathleen Bury, Dominiek Sneepe et Benoît Piedboeuf]
[pour mémoire]

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

JEUDI
10 juillet 2025
à 14 h 15

Questions orales

Propositions et projets de loi

1. Proposition de loi (Els Van Hoof, Anja Vanrobaeys, Anja Vanrobaeys, Nathalie Muylle, Leentje Grillaert, Steven Matheï, Nahima Lanjri) modifiant la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, la loi du 12 mai 2019 portant création d'un Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains et la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, afin d'octroyer des droits de pension, n°s 459/1 à 4.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Ellen Samyn]

2. Proposition de loi (Steven Matheï, Theo Francken, Leentje Grillaert, Franky Demon, Christoph D'Haese, Sophie De Wit, Tine Gielis) modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes en ce qui concerne l'acquisition et l'utilisation de modérateurs de son et de lunettes de visée nocturne, n°s 191/1 à 9.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Stefaan Van Hecke et Pierre Jadoul]

3. Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le traitement d'une demande ultérieure de protection internationale, n°s 912/1 à 5.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - L'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : Franky Demon]

4. Projet de loi modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, n°s 914/1 à 5.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - L'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : Maaike De Vreese]

5. Proposition de loi (François De Smet) modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue de limiter les dépenses électorales des partis sur les réseaux sociaux, n°s 146/1 à 4.

[matière visée à l'article 77 de la Constitution - Rapporteur : Barbara Pas]

[Application de l'article 88 du Règlement]

Interpellations

- Interpellation de M. Vincent Van Quickenborne (Open Vld) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "la taxe sur les plus-values, atteinte à nos classes moyennes, indépendants et entreprises familiales" (n° 109).
- Interpellation de M. Lode Vereeck (VB) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "l'accord sur la taxe sur les plus-values" (n° 110).
- Interpellation de Mme Sarah Schlitz (Ecolo-Groen) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "l'accord sur la taxe sur les plus-values" (n° 111).
- Interpellation de M. Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "la taxe sur les plus-values, que ne paieront pas les 1 % les plus riches" (n° 112).
- Interpellation de M. François De Smet (DéFI) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "les suites de l'accord intervenu sur la taxation des plus-values" (n° 113).
- Interpellation de Mme Sofie Merckx (PVDA-PTB) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "la taxe sur les plus-values" (n° 114).

- Interpellation de M. Hugues Bayet (PS) au ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie Nationale et des Institutions culturelles fédérales sur "la taxe sur les plus-values et ceux qui vont réellement la payer" (n° 115).

**Commissions de nomination pour le notariat -
Renouvellement de la moitié des mandats (membres suppléants), n° 950/1 (scrutin secret).**

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Greet Daems (PVDA-PTB) à la ministre de l'Asile, de la Migration et de l'Intégration sociale, chargée de la Politique des Grandes Villes sur "l'évacuation de Gaza de membres de la famille de Belges d'origine palestinienne" (n° 86).
[développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives du 2 juillet 2025]
2. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Marijke Dillen (VB) à la ministre de la Justice, chargée de la Mer du Nord sur "la revalorisation et l'amélioration de la reconnaissance des traducteurs et interprètes jurés" (n° 94).
[développée en réunion publique de la commission de la Justice du 2 juillet 2025]
3. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Alexander Van Hoecke (VB) à la ministre de la Justice, chargée de la Mer du Nord sur "la prolongation de la reconnaissance temporaire du Conseil Musulman de Belgique" (n° 95).
[développée en réunion publique de la commission de la Justice du 2 juillet 2025]
4. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Alexander Van Hoecke (VB) à la ministre de la Justice, chargée de la Mer du Nord sur "le retour de Mohamed Toujgani en Belgique" (n° 96).
[développée en réunion publique de la commission de la Justice du 2 juillet 2025]
5. sur les projets et les propositions de loi terminés.

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

Annexe

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution (Steven Matheï, Koen Van den Heuvel, Nawal Farih, Leentje Grillaert, Tine Gielis, Nahima Lanjri, Phaedra Van Keymolen) visant à soutenir les travailleurs frontaliers, n° 957/1.
2. Proposition de loi (Jeroen Bergers, Koen Metsu, Maaïke De Vreese, Wim Van der Donckt, Sophie De Wit, Kristien Van Vaerenbergh, Christoph D'Haese) modifiant le Code de la nationalité belge et la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne la déchéance de la nationalité belge et le retrait du droit de séjour des binationaux condamnés du chef d'infractions portant atteinte à la sécurité publique, de crimes contre l'humanité, de traite d'êtres humains, de faits de mœurs graves, n° 959/1.
3. Proposition de loi (Alexia Bertrand, Vincent Van Quickenborne, Irina De Knop) abrogeant l'arrêté royal du 12 mai 2024 modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 2014 relatif à l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, n° 960/1.
4. Proposition de loi (Sarah Schlitz, Petra De Sutter) modifiant la réglementation en vue d'ouvrir aux parents d'accueil le congé parental en cas d'accueil familial de longue durée, n° 965/1.
5. Proposition de loi spéciale (Barbara Pas, Werner Somers, Marijke Dillen, Francesca Van Belleghem, Kurt Moons) relative à la suppression des facilités à Renaix, n° 966/1.
6. Proposition de loi (Frédéric Daerden, Ludivine Dedonder, Hugues Bayet, Sophie Thémont, Patrick Prévot, Lydia Mutyebele Ngoi, Caroline Désir, Pierre-Yves Dermagne, Marie Meunier, Paul Magnette) modifiant le Code des droits et taxes divers, visant à introduire une taxation sur les surprofits bancaires, n° 967/1.
7. Proposition de résolution (Sarah Schlitz, Meyrem Almaci, Staf Aerts, Petra De Sutter, Rajae Maouane, Dieter Vanbesien, Matti Vandemaele, Tinne Van der Straeten, Stefaan Van Hecke) visant à renforcer la lutte contre la fraude fiscale, n° 968/1.
8. Proposition de loi (Nathalie Muylle, Leentje Grillaert) modifiant le Code de droit économique, en ce qui concerne les possibilités de résiliation des contrats conclus avec des consommateurs, n° 970/1.
9. Proposition de résolution (Ismaël Nuino, Aurore Tourneur, Simon Dethier) visant à renforcer la lisibilité des décisions judiciaires et des documents juridiques adressés aux citoyens, n° 971/1.

10. Proposition de loi (Marijke Dillen, Alexander Van Hoecke, Werner Somers, Katleen Bury, Francesca Van Belleghem) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la réforme du statut des huissiers de justice, n° 972/1.
-